

Comptes rendus 2020 - 11.04.20

Le volet Action Sociale des religieux dans le diocèse de Dakar

Nous rappelons que l'assemblée générale des supérieurs/res majeurs/res du 25 au 27 novembre 2019 a divisé l'ancienne commission sociale des religieux/ses du Sénégal en 3 volets : action sociale, environnement et justice et paix, avec pour tous les orientations suivantes :

- Valoriser l'écoute, la « culture de la rencontre » dans nos communautés d'abord puis dans la mission
- Réactualiser ce que la commission a déjà fait et recenser ce qui se fait dans l'ensemble des Instituts
- Présenter le cahier de charge de chacun des trois volets de la commission : justice et paix, action sociale et environnement.

La 1^o rencontre du volet action sociale pour le diocèse de Dakar aura lieu chez les sœurs spiritaines à Ouakam le samedi 15 février 2020 à 16 h

Pour cela, nous demandons à tous les supérieurs/res majeurs/res d'y envoyer les membres de leur congrégation qui travaillent dans le diocèse de Dakar dans le domaine social, pour faire un premier inventaire des actions menées concrètement sur le terrain, à la base.

A partir de là, il sera possible de rédiger un plan d'action concret et plus adapté aux réalités locales, et d'assurer le suivi et l'évaluation de ces actions.

On pourra alors présenter un **cahier de charge**.

On verra par la suite s'il faut nous diviser en deux secteurs: secteur urbain et secteur rural

Nous demandons aussi à chaque supérieur-e de **valoriser l'écoute et la « culture de la rencontre »** dans les différentes communautés de son institut d'abord, puis dans la mission.

Que l'Esprit Saint nous inspire et nous donne la force de le mettre en pratique !

Action sociale des religieux : 2^o rencontre

Le volet action sociale des religieux du diocèse de Dakar s'est réuni le samedi 15 Février. Après un partage des expériences, nous avons tiré un certain nombre d'orientations pour nos engagements. Le compte-rendu vous sera bientôt envoyé.

La prochaine rencontre aura lieu le samedi 21 mars à 16hchez les sœurs spiritaines à Ouakam.

Pour cette rencontre nous partagerons d'abord nos réactions sur le compte-rendu de la 1^o réunion.

Et nous demandons à chacun/e d'apporter ses propositions d'action réalisables à la base pour les plus nécessaires, avec les moyens à notre disposition.

Nous rappelons que nous souhaitons un/e représentant/e de chaque congrégation présente dans le diocèse pour participer à ces rencontres. La participation de tous est nécessaire

Les 2 autres volets (justice et paix et environnement-respect de la création) vont se réunir de leur côté. Et chaque responsable diocésain de l'Union des religieux/ses (UdR) organisera les rencontres de ces 3 volets dans son diocèse.

Bon courage à tous et à toutes. Belle montée vers Pâques avec le Christ, dans la joie du Carême.

1ère rencontre du volet d'action sociale des religieux du diocèse de Dakar

Nous avons commencé par la prière et la méditation de l'Evangile Luc 4, 14-21, Jésus à Nazareth, « L'Esprit du Seigneur m'a consacré pour annoncer la Bonne Nouvelle aux pauvres ». Ensuite, chacun des participants s'est présenté. Puis la responsable du volet, la sœur Monique LAMOUREUX, a **présenté le volet**. A la dernière assemblée générale des supérieurs religieux, il a été décidé que la commission d'action sociale serait divisée en trois volets : Justice et Paix, Environnement et Action Sociale. Et que chaque diocèse s'organiserait pour se rencontrer et mener ses propres actions à la base. Pour lancer les activités de cette année du volet Action Sociale, nous avons voulu faire **d'abord le tour de nos activités**, pour voir déjà ce qui se fait à la base, les évaluer et à partir de là, en tirer des orientations pour notre travail futur. Voici donc ce que chacun et chacune des représentants a dit de ses activités.

N° 1 -Après une formation à l'Ecole Nationale des Travailleurs Sociaux, la sœur a lancé un centre de Promotion Féminine. Mais rapidement elle s'est aperçu que cela ne marchait pas, parce qu'après la formation donnée, les filles se retrouvaient à la maison sans rien faire. Elle a donc décidé d'ouvrir un atelier de formation, en lien avec une Organisation du Commerce Equitable en France, de manière à proposer du travail aux filles qu'elle formait : **la fabrication d'objets publicitaires** pour des agences de voyage. Et à partir de chambres à air, en particulier pour le tour de France cycliste. Actuellement s'est mise en place une entreprise avec 13 personnes laïques, accompagnées par une sœur pour le secrétariat, avec un atelier de sérigraphie pour produire par eux-mêmes, et trouver des débouchés sur place au Sénégal, tout en continuant à travailler avec l'entreprise française du départ. Actuellement l'entreprise travaille pour fournir des tenues dans 6 écoles, et un autre volet est en train de s'ouvrir pour fabriquer des tenues de sport, également pour les écoles. Car il y a de nombreuses demandes de ce côté-là. Le problème est **de trouver des débouchés**. Et nous avons déjà fait les papiers nécessaires pour être reconnu officiellement. En plus des 14 travailleurs formés, il y a des journaliers qui viennent travailler d'après la demande. Ce qui permet de recruter de nouveaux jeunes. Et les 14 premiers sont en train d'**être embauchés officiellement**. Ils sont du niveau du collège à la Terminale, et ont été formés pendant trois ans.

N° 2 –Nous tenons un **internat** à Thiadiaye avec des filles qui viennent du village, pour leur fournir un cadre propice aux études. Nous assurons également des visites des malades à domicile et deux de nos sœurs sont assistante sociale et travailleuse sociale communautaire. Nous avons également un internat à Dakar pour cinq collégiennes et un petit atelier de couture avec deux **femmes handicapées** qui n'ont pas les moyens de se déplacer et de faire autre chose. Ce qu'elles produisent est vendu dans les écoles. Nous avons également des **cours du soir** pour aider les jeunes qui sont en décrochage scolaire, et nous avons mis en place une **éducation à la santé**.

N° 3 -La sœur travaille avec la **Caritas paroissiale, la communauté anglophone et au centre social**. Avec la Caritas paroissiale, elle rencontre beaucoup de personnes. Elle écoute les gens et cela lui permet de leur trouver du travail, car il n'est pas question de continuer à toujours faire des cadeaux et des distributions. Il faut que les

personnes arrivent elles-mêmes à se prendre en charge. J'ai leur numéro de téléphone et dès qu'il y a une **possibilité d'emploi**, je les préviens.

La communauté anglophone est importante pour ces personnes qui viennent d'autres pays. Nous venons de faire une récollection à partir de WhatsApp. Nous avons **visité les prisons** pour rencontrer les détenus anglophones. Cette communauté est importante pour qu'ils puissent prier dans leurs langues, tout en restant en lien avec la paroisse catholique et n'aillent pas dans les sectes qui prient en anglais. L'année dernière deux des membres sont morts, et ils ont eu d'énormes difficultés pour rapatrier les corps au pays.

Pour le centre social, nous avons tenu une rencontre l'année dernière avec les formateurs où nous avons décidé une **nouvelle orientation pour notre centre**, en réduisant la formation à deux ans et en nous adressant à des jeunes filles qui n'ont pas eu de formation à l'école, pour offrir une formation de base aux filles des familles les plus nécessiteuse, sans chercher à obtenir un diplôme. Elles sont actuellement 35. Nous travaillons avec des formateurs bénévoles, de bonne volonté. La formation porte sur la couture, la cuisine, le bricolage, la broderie, avec des cours d'alphabétisation. Et aussi une **formation civique** sur la vie en société, à la maison, dans le quartier, le travail, l'utilisation de l'argent, etc. Après cette formation de base, certaines peuvent travailler à la maison, ouvrir un petit restaurant ou même obtenir un travail. Et celles qui le préfèrent peuvent continuer dans un autre centre social qui donne un diplôme.

N° 4 – Nous travaillons avec des enfants **handicapés moteurs** de 4 à 15 ans. Notre centre a été lancé en 1976 par un handicapé français qui vivait à Dakar. Il ne recevait que des garçons. Il a été reconnu comme association à but non lucratif, en recevant le soutien de personnes de la base française de Ouakam. Autrefois le centre était ouvert surtout à des enfants malades de la poliomyélite, mais avec les progrès de la médecine, ces malades sont moins nombreux. Les enfants qui viennent sont surtout des handicapés moteurs. Pour accueillir un enfant, on fait d'abord une visite médicale en présence des parents, pour connaître l'origine de la maladie et voir la possibilité de faire une opération. Les enfants vivent en internat. La première année, ils reçoivent des cours **d'alphabétisation sur place** et ensuite ils vont à l'école voisine pour continuer leurs études. Le problème c'est de financer **les opérations** qui coûtent au minimum 700 à 800 000 frs. Parfois ce sont des gens bénévoles qui prennent en charge l'opération, et certains continuent de les soutenir pour la suite. Et tant qu'on n'a pas trouvé cette somme on est obligé d'attendre. **L'école** catholique qui les accueille a accepté de les prendre gratuitement pour la scolarité, en ne demandant que les tenues et les frais d'inscription, et on demande une petite contribution de 5 000 frs aux **parents**. Mais certains parents n'ont pas le souci de l'avenir de leurs enfants. S'ils sont de milieu rural, ils peuvent apporter une contribution en nature : riz, arachide, niébé etc. Les sœurs essaient de visiter les familles pour les motiver davantage. Et aussi de trouver du **travail** aux enfants après leur formation. . Pendant les vacances, l'enfant retourne en famille. Il y a actuellement 16 places avec 2 dortoirs, un pour les garçons et un pour les filles. Certains enfants sont orphelins ou vivent chez leurs grand-parents. Il y a toute une dimension éducative pour leur apprendre à **vivre en société**, et que d'abord ils s'acceptent entre eux. Le personnel est déclaré mais leur nombre est limité, faute de moyens : cuisinière et jardinier et quelqu'un pour l'entretien, une sœur faisant les cours pour les débutants. Il y a deux personnes volontaires pour conduire les enfants à l'hôpital et un certain nombre de bénévoles, en particulier **des jeunes religieux et religieuses en formation**, qui viennent pour accompagner les enfants.

N° 5 – Nous tenions autrefois un centre de formation féminine, mais beaucoup de filles ne venaient plus. On a donc ouvert un **atelier de couture** pour d’abord fabriquer les tenues des enfants de nos écoles. **A l’internat**, autrefois, c’était les enfants des villages environnants qui venaient. Mais actuellement des écoles ont été construites dans les différents villages environnants, et les enfants viennent de partout, depuis le CE/2 jusqu’à la Terminale. Ils participent **aux activités de la paroisse** et aux mouvements. Elles sont actuellement 37 filles. La participation est de 18 à 20 000 francs CFA, mais certaines qui ne peuvent pas payer cette somme sont aidées, d’autres payent en nature. Les sœurs de la communauté participent à leur formation et il y a une cuisinière et un homme pour la marche du centre. La plupart des enfants viennent de familles monoparentales et divorcées.

N° 6 - Depuis 1993, nous avons commencé l’**alphabétisation** pour les employés de maison avec un système de parrainage. Ensuite des garçons sont venus demander également cette formation. Ceux qui travaillent le mieux peuvent se présenter au Certificat d’Etudes et même ensuite continuer au Collège du Sacré-Cœur jusqu’à l’Université. Nous cherchons à donner **une éducation de base**, avec un accent sur la discipline et sur la prière. Chaque année nous organisons deux conférences sur les droits des employés et des employeurs, et aussi deux journées de recollection. Tous les jeudis soir un groupe vient pour l’adoration, pendant que les musulmans ont un cours de morale. On leur demande une participation financière pour payer les enseignants. Certains de ces enseignants étaient en même temps des étudiants, mais ils avaient tendance à penser d’abord à leurs études. Actuellement, pour enseigner nous avons plutôt des personnes formées mais sans emploi. On a ouvert un G I E (Groupement d’Intérêt Economique) de **fabrication de boissons**, mais il est nécessaire d’avoir du personnel qualifié qu’il faut payer. Et aussi trouver des débouchés, l’objectif de tout cela étant de procurer des emplois.

N° 7 – **Pour le travail des hôpitaux** : dans chaque hôpital, il y a **une amicale** du personnel de santé qui fonctionne comme les autres amicales avec des tenues, des sorties, un repas de gala, une messe de lancement et une recollection, mais qui n’assure pas un travail de réflexion et d’engagement chrétien en profondeur. A côté de cette amicale du personnel de santé, il y a **des bénévoles** qui vont visiter les malades dans les services, pour les encourager et les assurer de leurs prières. On sent le besoin de mettre en place **une véritable aumônerie** des hôpitaux, qu’il y ait davantage de coordination entre l’amicale du personnel de santé et les volontaires visiteurs des hôpitaux. Et aussi avec les paroisses où se trouvent les hôpitaux et leur pastorale de santé, les ministres distributeurs de la communion, les CEG, les mouvements comme la Légion de Marie et Sant Egidio, etc. Il faudrait aussi une coordination plus grande entre les dispensaires privés catholiques et ses aumôneries des hôpitaux. Il y a une grande nécessité d’orienter le personnel de santé catholique, pour **qu’il s’engage davantage** dans les structures officielles de la santé et travaille avec les autres agents de santé, les syndicats et autres organisations. Pour réfléchir et chercher des solutions aux problèmes graves de la santé actuellement : les urgences, l’accueil, le suivi des malades, le soutien des nécessiteux, la prise en charge des cas sociaux, etc. Et aussi le manque de personnel, de formation et de moyens. Les hôpitaux ont reçu des voitures et motos neuves. On a construit et aménagé de nombreux bureaux. Mais les conditions de travail et le bien être des malades et de leurs familles n’a pas été vraiment pris en compte. On sent aussi le besoin d’une réflexion par rapport à **l’évolution de la santé** et de tous les problèmes qui se posent, comme par exemple : la légalisation de l’avortement, la distribution de contraceptifs aux jeunes sans réflexion et sans véritable éducation sexuelle, l’accompagnement des malades en fin de vie, etc.

N° 8 – **Dans les prisons**, les mêmes problèmes se retrouvent. Souvent, on se contentait d’aller dire la messe une fois par semaine dans les prisons. Cela était très limité puisqu’on ne s’adressait qu’aux chrétiens et uniquement pour la prière et sans répondre à leurs autres besoins. Actuellement dans certaines prisons, quelques personnes ont été formées pour **l’écoute**, c’est-à-dire rencontrer les détenus qui le souhaitent personnellement, aussi bien chrétiens que musulmans, et quelle que soit leur origine. Ces rencontres permettent d’accueillir les détenus, de les aider à mûrir en prison et de s’intégrer à la vie sociale pour vivre en paix avec les autres. A partir de là, souvent, on est amené à répondre à **d’autres besoins**, qui demandent alors des moyens financiers : fournir l’argent nécessaire pour que les prisonniers puissent téléphoner à leurs familles, préparer leur réinsertion au

moment de leur libération et avant cela, travailler avec le service social et les greffiers pour alléger leurs peines : peines alternatives, réduction de peine, liberté conditionnelle...., Et aussi répondre à leurs besoins matériels en médicaments, en produits d'hygiène : savon, dentifrice, etc. fournir des habits, des lunettes, du café et du lait et d'autres produits de première nécessité. Dans certaines prisons il y a **une formation** offerte pour les détenus condamnés à de longue peine. Pour les hommes des ateliers de petite mécanique, d'informatique, de menuiserie pour les artisans déjà formés mais ces ateliers ne peuvent accueillir que très peu de personne. Et de même chez les femmes, culture sur table, formation à la couture et à la broderie, transformation de produits alimentaires, formation en coiffure etc. Toutes ces actions sont diversifiées pour permettre d'acquérir une véritable formation, et pouvoir travailler à la sortie. Il faudrait aussi que ces aumôneries puissent s'investir davantage dans les problèmes que rencontrent les détenus, en particulier développer une **commission judiciaire** à la fois pour travailler avec les avocats car beaucoup se contentent de recevoir de l'argent et ensuite disparaissent sans faire leur travail. Et aussi pour travailler avec des juristes pour revoir les lois et condamnations, en particulier la criminalisation des femmes et jeunes filles qui ont avorté, des jeunes qui ont consommé ou des personnes qui ont vendu du yamba (cannabis), ce qui amène des personnes à faire de nombreuses années en prison avant d'être jugées et d'être condamnées à de longues années de détention. Et réfléchir à une justice éducative et libératrice et non pas punitive dans des « maisons d'arrêt et de correction ». En commençant par une commission culturelle.

Il faudrait aussi travailler en lien **avec l'Observatoire des prisons**. Le problème général est, que trop souvent, nous faisons de bonnes choses, mais nous travaillons presque uniquement avec les organisations de l'Eglise, et **pas suffisamment avec les services publics** et avec les autres organisations laïques. Il faudrait déjà travailler davantage avec les paroisses d'origine des détenus pour leur réinsertion à leur sortie, et déjà pendant que le chef de famille est en prison : voir avec les CEB et les Caritas comment soutenir les familles des détenus. Trop souvent, lorsque le chef de famille est en prison, la mère n'a pas de quoi payer le loyer et elle est renvoyée, elle ne peut plus envoyer les enfants à l'école, ils vont traîner dans la rue ou le quartier et c'est la porte ouverte à la délinquance.

Évaluation de ces expériences :

Après avoir fait le tour de ces différentes expériences, nous avons essayé d'en tirer des conclusions et des orientations pour notre travail.

Pour les centres sociaux, il ne suffit pas de donner une formation. C'est difficile ensuite de trouver du travail si la personne n'a pas les moyens de se procurer le matériel nécessaire. Une de nos actions serait donc de fournir du matériel, pour lancer des petits projets. Cela suppose la mise en place d'une caisse au niveau de la communauté ou de la congrégation ou **un lien avec la Caritas ou d'autres organisations** qui pourraient aider. Sinon les jeunes formés retournent au village ou s'assoient dans leurs familles sans travailler. Pour les jeunes originaires des villages, il ne faut pas mépriser le travail dans les jardins, le petit élevage, de poulaillers etc.

A la fin de ce tour de table, nous avons noté l'importance de **connaître les activités des différentes congrégations religieuses**, pour pouvoir orienter les gens selon leurs besoins et leurs possibilités.

Il faudrait intensifier **la priorité** que nous donnons déjà aux jeunes drogués ou sortant de prison sans avoir peur d'eux, aux enfants de familles monoparentales ou divorcées, aux handicapés, aux jeunes de milieux défavorisés et aux migrants.

Dans tout cela, il est important de **faire confiance** aux personnes et de croire en leur possibilité. Lorsqu'on a formé et accompagné des jeunes, il est important d'aller jusqu'au bout, de préparer leur avenir et de continuer à les suivre.

On devrait intensifier le travail avec **les Caritas paroissiales** pour qu'elles ne se limitent pas aux distributions d'habits, d'argent ou de vivres, mais qu'elles nous donnent les moyens de lancer de véritables activités qui

permettent aux gens de s'en sortir.

Les jeunes filles de niveau de 3^{ème} et terminale ont souvent des problèmes, parce qu'elles n'ont pas les **papiers nécessaires** pour passer leurs examens. Et pourtant, elles ont une formation et un niveau. Il faudrait donc à la fois les repérer, pour pouvoir les soutenir davantage. Mais aussi travailler avec les mairies, en faveur des enfants plus jeunes, pour qu'ils puissent obtenir des papiers s'ils n'ont pas été déclarés à leur naissance.

Il serait important de travailler en lien avec les **boutiques des droits** et qui défendent en particulier les femmes et les jeunes filles victimes de violences, et leur fournissent des moyens de vivre. Et les **maisons de justice** où des avocats interviennent gratuitement, pour défendre les droits des personnes. Ces boutiques de droit et ces maisons de justice existent maintenant dans beaucoup de communes. Et en général, il faudrait travailler davantage avec **les services publics et avec les organisations laïques**, ne pas nous limiter à nos congrégations religieuses de nos institutions d'Eglise.

Nous avons senti le besoin de connaître le travail des deux autres volets : **justice et paix et environnement-écologie**, et d'assurer une coordination entre ces trois volets pour l'action sociale des religieux. Et de travailler au service des **différents diocèses**, selon leurs orientations, leurs organisations et les actions décidées.

Nous nous sommes retrouvés pour le diocèse de Dakar. Il est important que nous motivions nos frères et nos sœurs des **autres diocèses**, à se rencontrer et à commencer à travailler sous la direction des différents responsables UDR (Responsables Diocésains des Unions des Religieux).

Il est essentiel de continuer à travailler **à la base et dans l'informel**, pour rejoindre les plus nécessiteux et nous mettre à leur service : *» aller aux périphéries »*, comme nous le demande sans cesse notre pape François. Mais en cherchant en même temps à être reconnus, **à suivre les lois du pays** et avoir au moins une recommandation pour nos actions et suivre les lois sociales pour les gens que nous employons : qu'ils aient les papiers nécessaires et qu'ils soient inscrits à l'Inspection du Travail.

On ne peut pas se contenter d'enseignements théoriques. Dans toutes nos activités, il est important de **passer à la pratique** et de chercher des moyens pour que ceux que nous formons puissent travailler par la suite. Et aussi qu'au cours de la formation, nous cherchions à **donner une véritable éducation, et une vraie motivation** à partir des expériences qui sont reçues. Nous manquons encore de pratique.

Il serait utile de partager notre réflexion, non seulement avec les responsables diocésains mais avec leur bureau. Et voir avec nos supérieurs/es majeurs pour qu'ils lancent les mêmes réflexions et actions dans les différents diocèses du pays. Il y a jusqu'à maintenant **un manque de communication**.

La prochaine rencontre aura lieu le samedi 21 mars à 16h chez les sœurs spiritaines à Ouakam

Pour cette rencontre nous partagerons d'abord nos réactions sur le compte-rendu de la 1^o réunion.

Et nous demandons à chacun/e d'apporter ses propositions d'action réalisables à la base pour les plus nécessiteux, avec les moyens à notre disposition.

Nous rappelons que nous souhaitons un/e représentant/e de chaque congrégation présente dans le diocèse pour participer à ces rencontres. La participation de tous est nécessaire.